

Face à la situation critique qui sévit en Centrafrique en général et dans la commune de Garga en particulier, la jeunesse centrafricaine se dit désespérée et prête à descendre dans les rues pour exprimer son ras-le-bol.

Dans un communiqué de presse publié par le Rassemblement de la Nouvelle Génération Centrafricaine (RNGC), celle-ci accuse le pouvoir de ne pas protéger sa jeunesse. Elle tire la sonnette d'alarme et menace de mener bientôt des manifestations contre le gouvernement si rien n'est fait. « Si aucune solution n'est trouvée, bientôt nous sortirons dans les rues pour exprimer notre ras-le-bol comme au temps de Bokassa », souligne le communiqué.

Une jeunesse massacrée

Le Rassemblement de la Nouvelle Génération Centrafricaine annonce un bras de fer contre le gouvernement si celui-ci ne trouve pas de solution à la recrudescence des hostilités et des massacres à grande échelle perpétrés sur la jeunesse centrafricaine. La fermeté de la RNGC attire l'attention en particulier sur la situation qui sévit à Garga, la localité de la sous-préfecture de Yaloke située à près de 260 km au Nord de Bangui. La nouvelle génération centrafricaine accuse les auteurs de ces crimes d'organiser le massacre et le génocide de la jeunesse du pays « à des fins machiavéliques ». « Nous interpellons directement le chef de l'Etat de transition pour qu'il nous donne des explications claires à propos de ce massacre organisé ».

Une charte avant la révolution ?

Le communiqué signé par la jeunesse centrafricaine se veut comme un avertissement avant son intervention qui s'annonce musclée. « Dans quelques jours, nous organiserons un débat autour duquel nous convierons tous les acteurs politiques sur ce sujet. Ils doivent immédiatement trouver une solution pour faire cesser ce massacre sans délai ». Pour sa protection, la jeunesse centrafricaine rappelle certains articles des droits de l'Homme. Comme les articles 3 et 5, déclarant respectivement : « Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne », « Nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ». Le communiqué signé depuis Fès (Maroc) est sans appel pour le RNGC, prête à en découdre pour sa liberté et sa protection.

Reste à voir si le gouvernement centrafricain prendra en compte ces menaces.